

This volume was digitized through a  
collaborative effort by/ este fondo fue  
digitalizado a través de un acuerdo  
entre:

Biblioteca General de la  
Universidad de Sevilla

[www.us.es](http://www.us.es)

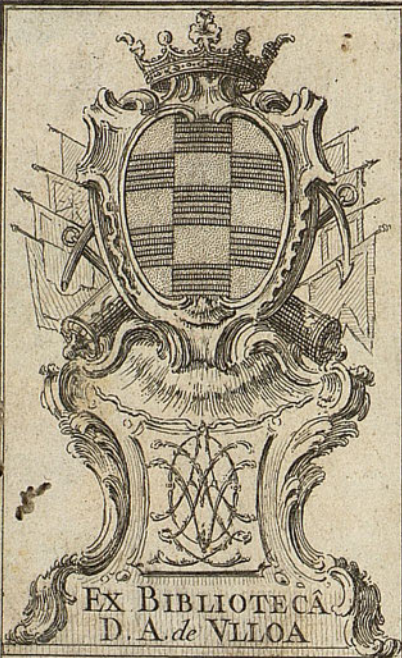
and/y

Joseph P. Healey Library at the  
University of Massachusetts Boston  
[www.umb.edu](http://www.umb.edu)









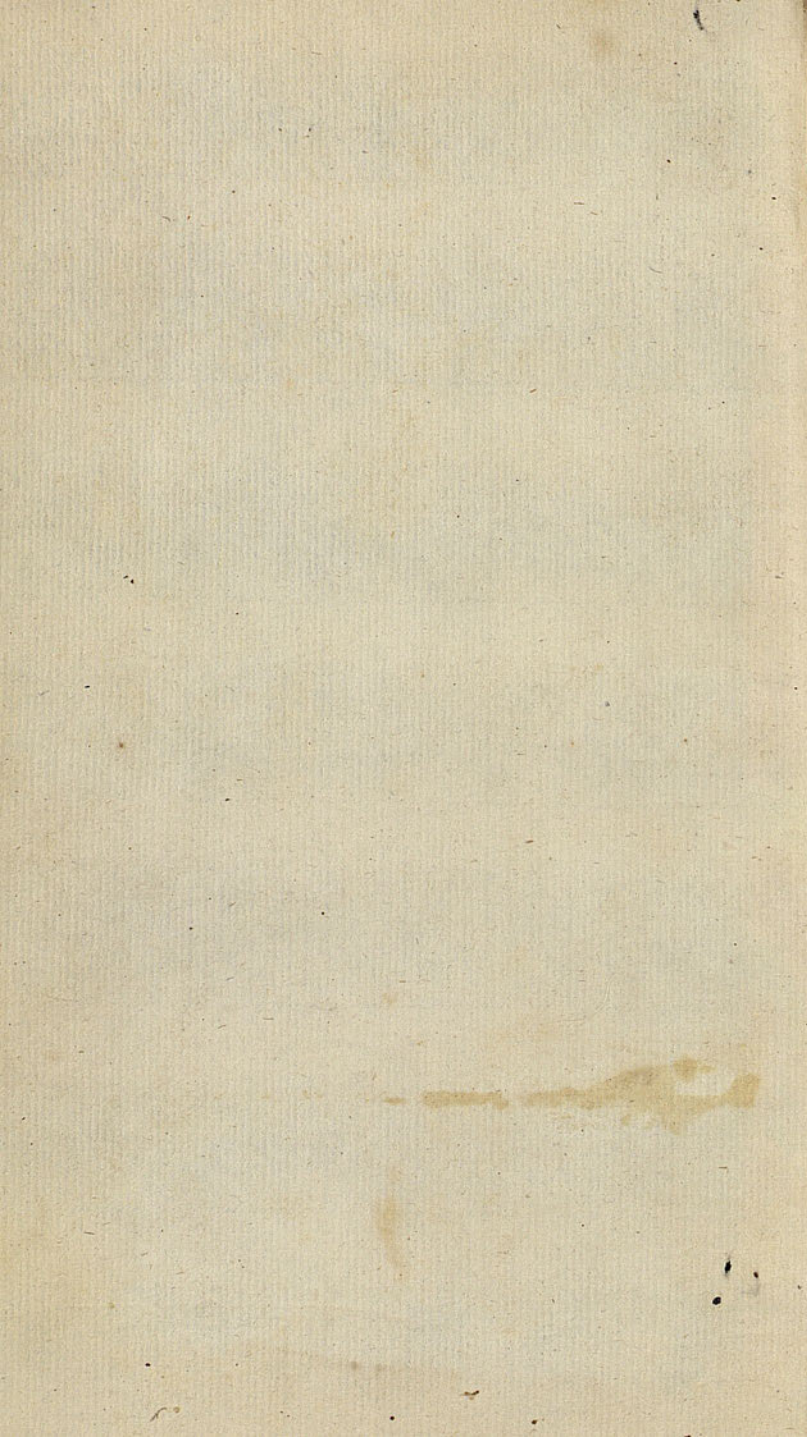
EX BIBLIOTECÂ  
D. A. de VLLOA

Vol 297

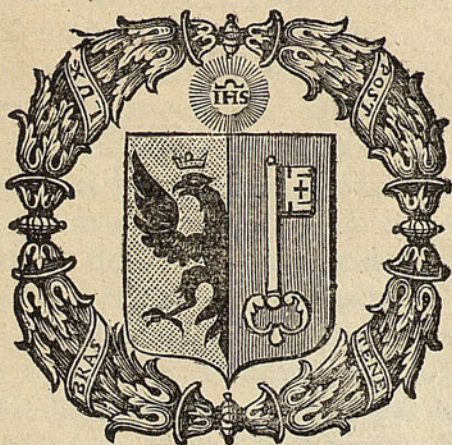
---

No 85





4  
REGLEMENT  
DE L'ILLUSTRE  
MEDIATION  
POUR  
LA PACIFICATION  
DES TROUBLES  
DE LA REPUBLIQUE  
DE GENEVE.



*A GENEVE,*  
Chez LES FRERES DE TOURNES  
Imprimeurs de la République.

---

M.DCC. XXXVIII.



MENT

NOTATION

SECTION

DE LA REVISION

DE LA REVISION



DE LA REVISION

DE LA REVISION

DE LA REVISION

# AU NOM DE DIEU, AMEN.



Es Troubles & divisions arrivées dans la Ville de GENEVE dès l'Année 1734. Aians été portés au point d'y attirer les horreurs d'une guerre civile, dont les suites funestes auroient pû la plonger dans les plus grands malheurs, & entraîner la perte entière de l'Etat. SA MAJESTÉ TRÈS CHRETIENNE, étant informée de l'extrême danger où se trouvoit cette République, qu'ELLE a toujours honoré de sa Bienveillance ; & faisant d'ailleurs attention à l'Alliance qu'Elle a avec elle, a bien voulu lui accorder Sa Médiation, conjointement avec celle des LOUABLES CANTONS de ZURICH, & de BERNE, dont les Représentans, en qualité d'Alliés, s'étoient déjà rendus à Geneve pour y rétablir le bon ordre & la tranquillité. Laquelle Médiation fut acceptée par tous les differens Ordres de la République. A l'effet dequoi SA MAJESTÉ, auroit envoyé le Tres Illustre, & Tres Excellent Seigneur COMTE DE LAUTREC, Son Lieutenant General en la Province de Guyenne, Maréchal de ses Camps & Armées, Inspecteur General

A ij de



de son Infanterie, muni de ses Pouvoirs pour conférer avec les Illustres, & Magnifiques Seigneurs Représentans, JEAN HOFFMEISTER, Bourguemaître, JEAN GASPARD ESCHER, Stathalter, chargés aux mêmes fins des Pouvoirs du Louable Canton de ZURICH; & les Illustres & Magnifiques Seigneurs Représentans, ISAAC STEIGUER, Ancien Advoyer, & LOUIS DE WATTEVILLE, Haut Commandant du Pais de Vaud, & Ancien Banderet, aussi chargés des Pouvoirs du Louable Canton de BERNE. Lesquels après avoir pris une parfaite connoissance des matieres relatives à l'objet de leur Commission, & reçu d'un chacun toutes les informations, instructions, & mémoires nécessaires à ce sujet, se seroient employés avec zèle, & impartialité, à procurer une entière pacification dans la République, & y assurer une forme de Gouvernement qui fit respecter les Loix, & l'autorité du Magistrat, en conservant les Droits & Privilèges du Peuple, ainsi que l'Indépendance de l'Etat; En conséquence dequoi les susdits Seigneurs Médiateurs, ont réglé & arrêté les Articles suivans.

## REGLEMENT

## R E G L E M E N T

*Convenu & arrêté, entre les Seigneurs  
Médiateurs.*

## A R T I C L E I.

**T**Ous les differens Ordres qui composent le Gouvernement de GENEVE, Sçavoir, les Quatre Sindics, le Conseil des Vint Cinq, le Conseil des Soixante, le Conseil des Deux Cent, & le Conseil General, conserveront chacun leurs Droits & Attributions particulières provenant de la Loi fondamentale de l'Etat, & il ne sera fait à l'avenir aucun changement au present Règlement, en sorte que l'un des susdits Ordres ne pourra donner atteinte, ni rien enfreindre au préjudice des Droits & Attributs de l'autre.

## II.

Les Sindics ne pourront être pris que dans le Conseil des Vint Cinq; les Membres du Conseil des Vint Cinq ne pourront être choisis qu'entre les Citoyens du Conseil des Deux Cent; Ceux du Conseil des Soixante ne pourront être pris que dans le Conseil des Deux Cent; Et les Membres du Conseil des Deux Cent ne pourront être pris que parmi les Citoyens & Bourgeois.

A iij III.



Les Droits & Attributions du Conseil General légitimement Assemblé demeureront invariablement fixés & limités aux Articles suivans ;

1. Au Pouvoir Législatif , c'est à dire , d'agréer ou rejeter les Loix proposées , ou les changemens à celles qui sont établies , lesquelles Loix ne pourront avoir d'effet , qu'auparavant elles n'aient été approuvées par le Conseil General.

2. Au pouvoir d'élire ses principaux Magistrats ; sçavoir , les Quatre Sindics , le Lieutenant , les Auditeurs , le Trésorier , & le Procureur General , pour choisir dans le nombre des Sujets qui lui seront présentés , ceux que bon lui semblera , ou les rejeter en tout , ou en partie , de même que la fixation du Taux du Vin , en agréant , ou rejetant , en tout ou en partie , les prix qui lui seront proposés.

3. Au Pouvoir Confédératif , d'approuver ou rejeter les Traités & Alliances qui lui seront proposés avec les Puissances Etrangères ; comme aussi les Echanges , Acquisitions , ou Aliénations des Domaines de la République , ainsi que les Emprunts hypothécaires qui pourroient se faire à l'avenir.

4. Au Pouvoir d'agréer ou rejeter la déclaration de la Guerre , & la conclusion de la Paix , qui lui seront proposés.

5. Au

5. Au Pouvoir d'agréer ou rejeter les Impots & Subfides qui lui seront propofés, pour fubvenir aux néceffités de l'Etat, à l'exception de ceux qui étoient établis avant l'année 1714. qui continueront d'avoir lieu comme par le paffé ; lesquels ne pourront être augmentés fans le confentement du Conseil General.

6. Au Pouvoir d'approuver ou rejeter les augmentations de Fortifications qui lui feront propofés.

Toutes lesquelles Attributions ci-deffus énoncées, y compris le contenu aux Articles XV. & XVI. mentionnés cy après au prefent Réglement, apartiendront incontestablement au Conseil General, & les Conseils ne pourront par aucun réglement & innovation de leur part déroger aux Edits, ni faire de changemens aux Loix fondamentales de l'Etat, non plus qu'à la forme du Gouvernement, tel qu'il eft à prefent, fans le confentement du Conseil General.

#### IV.

Le Conseil General en confidération de la dépense des Fortifications ayant accordé par l'Edit du 8. Juillet 1734. pour dix Ans les Impots y mentionnés, & ce terme devant expirer au 8. Juillet 1744. Les Seigneurs Médiateurs ont eftimé convenable de prolonger les dits Impots de fix autres Années, qui expireront au 8. Juillet 1750.



passé lequel temps ils ne pourront être continués , ni dès à présent aucun autre nouveau établi , sans le consentement du Conseil General , ainsi qu'il est porté par le dit Edit.

## V.

Toutes les Matières qui seront portées au Conseil General , ne pourront y être proposées que par les Syndics , Petit & Grand Conseils.

## VI.

Il ne pourra rien être porté au Conseil des Deux Cent , qu'auparavant il n'ait été traité & approuvé dans le Conseil des Vint Cinq ; & il ne sera rien porté au Conseil General , qui n'ait été auparavant traité & approuvé dans le Conseil des Deux Cent.

## VII.

Les Citoïens & Bourgeois conformément à l'Edit du 26. May 1707. auront droit de faire telles Représentations qu'ils jugeront convenables au bien de l'Etat à Messieurs les Syndics ou Procureur General ; sous l'expresse deffence de commettre aucune sorte de violence , à peine de châtiment suivant l'exigence du cas.

## VIII.

L'Election des Membres du Conseil des Vint Cinq continuera de se faire comme par le passé , & suivant les Edits.

## IX.

Dans les Elections des Auditeurs qui se  
feront

feront à l'avenir , le Sort fera & demeurera supprimé & aboli , & au lieu de six Sujets qu'il étoit d'usage de proposer précédemment , il n'en fera plus présenté que quatre au Conseil General , pour en choisir deux à la manière prescrite par les anciens Edits , sans que cette clause puisse rien changer à ce qui s'est toujours pratiqué jusques à présent dans ces Elections.

## X.

Outre les limitations des degrés de parenté , établis par les précédens Edits , les Frères de même sang , ainsi que les Uterins , Oncles & Neveux d'une même famille , comme aussi les Neveux d'alliance de même nom , seront exclus à l'avenir du Petit Conseil.

## X I.

Aucun candidat ou prétendant au Conseil des Deux Cent , ne pourra y être admis qu'à l'âge de trente Ans accomplis , sans que les Conseils puissent donner atteinte à ce règlement par des dispenses d'âge , ni autrement , sous quelque prétexte que ce soit.

## X II.

Pour faire participer plus de personnes de l'Etat au Gouvernement , le nombre des Membres du Conseil des Deux Cent sera dès à présent augmenté de Vint Cinq , qui avec les Deux Cent Vint Cinq dont il étoit précédemment composé , feront ensemble Deux Cent Cinquante Membres , & il ne  
fera



fera procédé à l'avenir à aucune promotion dudit Conseil, qu'il n'y ait cinquante places vacantes, lesquelles seront remplies à la fois, lors que le dit Conseil se trouvera réduit au nombre de Deux Cent; & toutes les fois que les promotions se feront, le dit Conseil sera rendu complet sans qu'il puisse y avoir de changement fait à ce règlement, que du consentement du Conseil General.

## XIII.

Immédiatement après que l'Edit du Règlement des Seigneurs Médiateurs aura passé au Conseil General, pour y recevoir la Sanction, il sera procédé sans aucun retardement à l'Election des Membres du Deux Cent, pour remplir le nombre des Deux Cent Cinquante, & le rendre complet, conformément à l'Article XII.

## XIV.

Il ne sera fait aucun changement à l'usage qui s'est pratiqué jusques à present dans l'Election du Syndic de la Garde, & de ses Offices & fonctions.

## XV.

La Garnison de la Ville de Geneve continuera d'être entretenue sur le pied de douze Compagnies de soixante hommes chacune, telle qu'elle est à present, sans qu'elle soit augmentée, ni qu'aucunes Troupes Etrangères ou Auxiliaires, puissent y être introduites & admises que du consentement du Conseil General,

General, à l'exception toutefois des cas relatifs à la Garantie, où l'introduction des Troupes des Louïables Cantons de ZURICH & de BERNE, pourra avoir lieu du consentement des MEDIATEURS.

## XVI.

La Garde de la Maison de Ville subsistera telle qu'elle est établie presentement, & ne pourra être augmentée, ainsi que celle des autres Postes de la Ville, que du consentement du Conseil General, à l'exception des temps de Vacances, de Moissons & jours de Foires, où l'on suivra l'usage qui s'est pratiqué jusqu'à present.

## XVII.

Les Majors, Capitaines, Aide-Majors, Sergens, Caporaux, Apointés & Soldats, prêteront Serment à la forme ordinaire, & conformément à l'usage qui s'est pratiqué jusqu'à present.

## XVIII.

Lorsque le Conseil General sera assemblé, aucune Garde Bourgeoise ne pourra être employée aux Portes du Temple, ni à la Place de la Maison de Ville, & il ne sera mis aux susdites Portes, que des Dixeniers, pour empêcher d'entrer ceux qui n'ont pas le droit d'assister au Conseil General. Il n'y aura ces jours là, aucune Garde extraordinaire de la Garnison.

## XIX.



En cas d'Alarme causée par le feu, ou autrement, le Syndic de la Garde disposera de la Garnison pour la seureté de la Ville, comme il s'est pratiqué jusqu'à present, & conformément à l'Article VI. de l'Edit du 28. Juin 1735.

XX.

Au même cas d'Alarme provenant de l'Ennemi du dehors, ou de feu, chaque Citoyen & Bourgeois, Natif & Habitant, de quelque qualité & condition qu'il soit, étant obligé de prendre les Armes, se rendra, sans mettre la Bayonnette au bout du fusil, à la Place d'Armes de sa Compagnie, & non ailleurs, dont il ne pourra s'écarter sans ordre exprès du Capitaine, à peine de châtimement, à l'exception de ceux qui seront préposés pour servir à éteindre le feu, ou qui auront des excuses légitimes connues de leurs Officiers.

XXI.

Il est expressément deffendu à toutes personnes dans les cas d'alarmes, ou de feu, d'arrêter & empêcher les Citoyens, Bourgeois, Natifs, & Habitans, ainsi que les soldats de la Garnison, de se rendre aux endroits où ils ont ordre de se trouver, à peine de châtimement contre les contrevenants.

XXII.

Les Compagnies Bourgeoises, en pareil cas

cas de feu & d'alarme , qui seront destinées à aller occuper les Portes de la Ville , s'assembleront dans leurs Places d'Armes , d'où elles se rendront sur les Ordres de leurs Capitaines & Officiers aux susdites Portes par le commandement du Syndic de la Garde , qui de sa part aura attention de faire à l'avance tous les arrangemens convenables à ce sujet.

Lors que lesdites Compagnies arriveront aux Portes , pour prévenir toutes les difficultés qui pourroient survenir entre les Officiers sur le fait du Commandement , il sera à l'avenir observé que les Capitaines & Capitaines Lieutenans des Compagnies Bourgeoises commanderont les Capitaines de la Garnison , & que les Capitaines de la Garnison , en l'absence des Capitaines & Capitaines Lieutenans de la Bourgeoisie , commanderont tous les autres Officiers Bourgeois.

Dans les Postes où il ne se trouvera que des Sergens & bas Officiers de la Garnison , les Sergens , bas Officiers , ou Caporaux de la Bourgeoisie , auront le commandement sur tous les Sergens de la Garnison.

Le même règlement aura lieu dans toutes les occasions où les Compagnies Bourgeoises , & celle de la Garnison se trouveront ensemble.

Immédiatement après que le Feu sera éteint ,



éteint , & qu'il n'y aura plus de danger ,  
lesdites Compagnies Bourgeoises se retire-  
ront sur l'ordre du Syndic de la Garde.

### XXIII.

Il est expressement deffendu , sous les pei-  
nes les plus rigoureuses à toutes personnes  
de quelque qualité , condition , & sexe ,  
qu'elles puissent être , de crier aux Armes  
sans le commandement exprès des Syndics.

### XXIV.

Il est pareillement deffendu à tous Ca-  
pitaines , Lieutenans , Sergens , Caporaux ,  
& à toutes autres personnes , de quelque qua-  
lité & condition qu'elles soient , d'assembler  
les Compagnies Bourgeoises , ou de leur  
faire prendre les Armes , sous quelque pré-  
texte que ce soit , sans le Commandement  
exprès des Syndics , ou Petit Conseil , sous  
peine de mort.

### XXV.

Tous mouvemens , attroupemens par Com-  
pagnie , ou autrement , ainsi que toutes en-  
treprises , pratiques , & machinations ten-  
dant à troubler la tranquillité publique &  
l'ordre du Gouvernement , sont expresse-  
ment deffendus , à peine contre les Contre-  
venans d'être punis suivant l'exigence du  
cas , à l'exception toutefois des assemblées  
de société que l'usage de la vie civile autho-  
rise , où on observera de ne rien traiter con-  
tre l'Etat.

### XXVI.

Aussi-tôt après que l'Edit du Règlement de la Médiation aura passé au Conseil General pour y recevoir la Sanction, les 34. Députés des Compagnies Bourgeoises, dont le Conseil avoit permis l'Election, à la requisition de l'Illustre Médiation, par Arrest du 19. Octobre 1737. seront & demeureront supprimés, sans qu'il puisse à l'avenir y en avoir d'autres établis, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de châtimement.

XXVII.

*Règlement de l'Artillerie relatif à l'Edit  
du 28. Juin 1735.*

La charge de Maitre d'Artillerie ne pourra être reunie avec celle de Syndic de la Garde, & ces deux emplois ne pourront être exercés en même temps par la même personne.

Le Maitre d'Artillerie présidera à la Chambre d'Artillerie, assisté de ses Lieutenans, tirés du Conseil des Deux Cent.

Il aura soin de faire faire un Inventaire de toute l'Artillerie & de tout ce qui en dépend, duquel il fera fait deux doubles dont l'un sera remis à la Chambre des Comptes, & l'autre à la Chambre d'Artillerie.

Les Arcenaux, Armes, Munitions de guerre, & Artillerie, ainsi que les lieux où elles



elles pourront être placées & conservées , seront à la disposition des Conseils, qui auront attention d'y pourvoir comme ils le jugeront à propos , sans que les réglemens faits précédemment , puissent rien changer à cet égard.

Les dix Chefs de Batterie seront conservés tels qu'ils étoient avant le 21. Aoust 1737. & choisis comme précédemment d'entre les Citoyens. Les bas Officiers seront aussi remis ainsi qu'ils étoient avant le dit jour 21. Aoust , & pris indifferemment parmi les Citoyens & Bourgeois , à la discrétion du Conseil , conformément à l'Edit du 28. Juin 1735.

## XXVIII.

### *Matières Criminelles.*

Les Juges connoîtront de toutes les causes ou genre d'injures sans exception , soit qu'elles soient poursuivies d'Office , ou à l'instance de Partie Civile , & ils puniront les coupables , ainsi qu'il a été statué & observé ci-devant.

## XXIX.

Le Procureur General fera & demeurera Partie publique dans tous les procès criminels ; jusqu'à sentence deffinitive , & les conclusions qu'il donnera ne seront point communiquées à l'accusé , non plus qu'à son Avocat & Procureur ; les Syndics & Conseil

seil en seront juges comme d'ancienneté, & procéderont de jour en jour à leur instruction.

### X X X.

Afin néanmoins que l'accusé puisse mieux se deffendre, il sera en droit de prendre, si luy, ou quelqu'un en son nom le requiert, un Avocat & un Procureur de la Ville, à son choix, lesquels à peine d'interdiction, seront obligés de le servir.

Le dit accusé pourra en outre, au lieu de douze parens & amis qui lui avoient été accordés ci-devant par l'Article XIV. de l'Edit au Titre XII. des Matieres Criminelles, en choisir seulement deux, tels qu'il voudra, pour l'assister aux prisons dans les instructions qu'il lui conviendra de donner à son Avocat & Procureur.

Lors que ledit accusé aura subi son interrogatoire, & fait ses réponses, il luy sera permis d'en faire, si bon luy semble, la lecture avant de les signer, & la procédure finie sera communiquée à l'Avocat & Procureur de l'accusé, ainsi qu'à ses deux assistans, huit jours avant le jugement, s'ils la demandent, lesquels en la recevant seront mis sous le serment de n'en donner ni prendre aucune copie, & de la rapporter à un des Secretaires d'État, aussi tôt après la Sentence définitive.

Il aura de plus la liberté de prendre deux



autres Parens ou Amis faisant ensemble quatre, pour l'accompagner à l'Audience, & être presens au plaidoyer de ses deffenses, sans que les quatre, une fois choisis, puissent être changés, ni le nombre augmenté, l'Avocat & le Procureur dudit accusé pourront aussi assister à l'Audience.

### XXXI.

Si quelque Citoyen, Bourgeois, Natif, & Habitant, détenu dans les prisons, pour cause criminelle, meritant punition corporelle, après avoir été jugé, & condamné définitivement, requeroit d'être entendu au Conseil des Deux Cent pour en obtenir grace, ledit Conseil sera convoqué à cet effet, & recevra la Requête de l'accusé signée de lui, ou de son Procureur, dans laquelle il exposera les raisons qu'il aura à représenter pour demander grace, & alors ledit Conseil des Deux Cent, après avoir pris sommairement connoissance du Procès & du Jugement rendu, par le Petit Conseil, décidera s'il y a lieu d'accorder grace, ou de moderer la Sentence, laquelle ne pourra être aggravée, dérogeant à toutes clauses contraires au present Règlement, & nommément à l'article XXI. de l'Edit, au Titre des Matieres criminelles.

### XXXII.

Les Accusés & Criminels ne pourront être appliqués à la Question ou Torture,  
que



que préalablement ils n'ayent été par jugement définitif, condamnés à mort.

### XXXIII.

Tous ceux qui s'opposeront à l'exécution des Jugemens prononcés & rendus en dernier ressort par les differens Conseils, seront punis capitalement.

### XXXIV.

Les Citoïens, Bourgeois, Natifs, & ceux qui auront été receus Habitans, comme de toute ancienneté, ne pourront être obligés de prendre du Bléd au magasin de la République, pour leur subsistance ordinaire, à l'exception des Boulangers; les Réglemens de Police concernant cette matiere devant au surplus subsister comme précédemment suivant l'usage.

Ils conserveront de même le droit qu'ils ont eus de tout temps d'acheter seulement pour leur usage particulier, des Vins étrangers, dont l'entrée est permise en cette Ville, n'entendant comprendre dans le present Règlement, les Hôtes, Cabaretiers, Traiteurs, & ceux qui tiennent des pensionnaires, lesquels se conformeront en cela aux Réglemens qui les concernent.

Les Citoïens & Bourgeois auront aussi la liberté de faire vendre le vin de leur cru, comme précédemment suivant les us & coutumes.

Lequel susdit Article a été ainsi réglé con-



féquemment à la déclaration du Magnifique Conseil, portant que son intention n'a jamais été de former aucune opposition à l'usage de ces immunités.

## XXXV.

Il ne sera fait aucun changement à la formule ancienne des Lettres d'Habitation qui continuera d'avoir lieu comme par le passé.

## XXXVI.

Les Natifs de la Ville seront à l'avenir admis à toutes sortes de Métiers & pourront parvenir aux Maitrises en payant au Fisc les droits établis par les Réglemens & Ordonnances.

## XXXVII.

Les Citoïens & Bourgeois conserveront les privilèges de leurs Professions & Maitrises suivant les Réglemens établis par le Conseil qui y fera les changemens qu'il estimera convenables.

## XXXVIII.

Pour entretenir désormais l'esprit d'union dans tous les Ordres de la République, il est expressément défendu de rapeler par des invectives ou reproches les troubles passés, ni de se donner réciproquement certains noms de parti, que l'animosité & la discorde avoient ci-devant mis en usage, & qui seront à l'avenir entièrement supprimés & abolis, de même que les fêtes qui pourroient être relatives à cet objet. Il est pareillement

reillement deffendu d'imprimer , ou faire imprimer des libelles injurieux , tant dans cette Ville qu'ailleurs , de même que tous les écrits , mémoires , & brochures , de quelque nature qu'ils puissent être , tendans à renouveler les vieilles diffentions , à peine contre les contrevenans d'être punis suivant l'exigence du cas.

### XXXIX.

Afin que la reunion entre tous les individus de cet Etat , s'affermisse de plus en plus , les Seigneurs Médiateurs ont estimé convenable pour un bien de paix , que les six membres des Conseils qui furent démis de leurs emplois dans le temps des troubles le 6. Decembre 1734. ſçavoir , les Sieurs *Marc Conrad Trembley* , *Jacob De Chapeaurouge* , *Jean Trembley* , qui en particulier demeurera relevé de son bannissement , *Charles Lullin* , Anciens Sindics , & *Jean Tronchin* Conseiller du Petit Conseil , ainsi que *Philippe De Carro* , de celui des Deux Cent , & ci-devant Auditeur , obtiennent des Conseils leurs décharges pour toujours , conformément à la demande qu'ils en firent eux-mêmes ledit jour 6. Decembre 1734. & qu'ils viennent de nouveau de confirmer , laquelle leur sera accordée comme ayant servi avec honneur , & qu'en conséquence leurs Noms soient mis sur le tableau comme Conseillers déchargés , conservant aux cinq premiers



sans rentrer dans le Petit & Grand Conseil, les honneurs accoutumés des Conseillers déchargés, & en outre les gages de Conseillers pendant leur vie, dont ils commenceront à jouir dès à présent,

## X L,

Tous les Edits, ainsi que les Us & Coutumes approuvés par les Loix dont l'usage aura été constamment suivi, & auxquels le présent Règlement ne déroge point, continueront d'être observés & exécutés conformément à ce qui s'est pratiqué jusqu'à présent,

## X L I,

Et pour qu'un chacun puisse jouir d'une entière seureté par rapport aux troubles passés, & profiter de l'Acte d'oubli general, publié par le Petit & Grand Conseil le 1. Novembre 1737. Les Seigneurs Médiateurs desirant procurer l'affermissement de la paix & de la tranquillité dans tous les Ordres de la République, ont de nouveau confirmé ledit Acte d'oubli par la présente Médiation, afin que personne ne soit à l'avenir susceptible d'aucune recherche sur les faits passés pour quelque cause que ce puisse être, conformément au dit Acte d'oubli,

## X L I I,

## XLII.

Pour qu'un chacun connoisse les Loix de l'Etat & s'y soumettre avec plus de docilité, il en sera fait le plutôt que faire se pourra un Code general imprimé qui renfermera tous les Edits & Réglemens.

## XLIII.

En cas qu'il arrive après tous les Réglemens ci-dessus expliqués, des desordres, prises d'Armes, attroupemens, &c. tendans à renverser l'ordre de la République, en faisant violence au Magistrat, comme aussi de désarmer les Soldats de la Garnison, Citoyens, Bourgeois, Natifs & Habitans; ceux qui seront atteints & convaincus des cas ci-dessus enoncés seront punis comme perturbateurs du repos Public, sans pouvoir esperer d'être compris dans aucune Amnistie.

## XLIV,

Tous les Articles contenus au present Règlement auront à l'avenir force de Loix, & ne pourront être susceptibles d'aucun changement, quel qu'il puisse être, que du consentement du Conseil General légitimement assemblé par le Petit & Grand Conseil.



Et d'autant que SA MAJESTE' TRES CHRETIENNE, & les louables Cantons de ZURICH, & de BERNE, n'ont eu pour but en accordant leur commune Médiation à la Ville de GENEVE, que d'y procurer parmi tous les Ordres de cette République, une paix stable & durable ; ils ont estimé convenable pour prévenir le retour des troubles passés & y assurer une tranquillité parfaite, d'accorder (sans toucher ni préjudicier à l'indépendance & souveraineté de laditte République de Geneve) la Garantie des Articles ci-dessus énoncés, qui ont été réglés & arrêtés, sçavoir, de la part de SA MAJESTE' TRES CHRETIENNE, par le Tres Illustre, & Tres Excellent Seigneur COMTE DE LAUTREC, *son Lieutenant General en la Province de Guyenne, Marechal de ses Camps & Armées, Inspecteur General d'Infanterie, & son Ministre Plénipotentiaire*, & de celle du Louable Canton de ZURICH, par les Illustres & Magnifiques Seigneurs Representans, JEAN HOFFMEISTER *Bourgmestre*, JEAN GASPARD ESCHER *Städthalter* ; & de la part du Louable Canton de BERNE, par les Illustres, & Magnifiques Seigneurs Representans ISAAC STEIGUER, *Ancien Advoyer*, & LOUIS DE WATTEVILLE, *Haut-Commandant du Pais de Vaud, & Ancien Banderet*, Plénipotentiaires à l'effet de



de laditte Médiation , Lesquels promettent au nom de leurs Maîtres , d'en garantir l'exécution , qui ne pourra se faire que de concert , & relativement à l'article XV. mentionné au present Règlement , ou au Traité de Soleure de 1579. après avoir préalablement employé leurs bons & communs Offices ; lequel sus-dit Traité continuera d'avoir force & valeur dans toute sa teneur comme par le passé , sans que le contenu au dit Article XV. puisse y préjudicier en rien , ni en empêcher l'effet.

Finalemt les deux louables Cantons de ZURICH, & de BERNE se réservent les Traittés d'Alliance & de Combourgeoisie de 1558. & 1584. qu'ils ont avec la République de GENEVE.

NOUS souffignés , MINISTRE de SA MAJESTE' TRES CHRETIENNE, & les REPRESENTANS des louables Cantons de ZURICH , & de BERNE , Médiateurs , ci-dessus mentionnés , en vertu de nos Pleins-pouvoirs mutuellement communiqués , avons réglé & arrêté les quarante quatre Articles contenus au present Règlement , ainsi que l'Acte de Garantie qui est ensuite , pour être observés & exécutés inviolablement. En foi dequoinous avons signé quatre exemplaires dudit Règlement , auxquels nous avons apposé le Sceau de nos Armes ,



Armes, après avoir réciproquement promis que la ratification de SA MAJESTÉ, & celle des susdits LOUABLES CANTONS, seront fournies en bonne & dûe forme, & échangées respectivement dans l'espace de trois semaines à compter du jour de la signature du susdit Règlement, ou plutôt s'il est possible ; *Fait à Geneve ce septieme Avril, Mille sept cent trente huit,*

( L. S. ) LAUTREC.

( L. S. ) JEAN HOFFMEISTER.

( L. S. ) J. C. ESCHER.

( L. S. ) IS. STEIGUER.

( L. S. ) L. DE WATTEVILLE,

EXTRAIT

## EXTRAIT

## DES REGISTRES DU CONSEIL.

Le Jeudi huitième May 1738. En conséquence des délibérations prises en Petit & Grand Conseil, le Conseil General a été assemblé dans le Temple de St. Pierre, suivant l'usage, Les ILLUSTRES SEIGNEURS MEDiateurs, l'ayant honoré de leur présence, & là, a été proposé & lû ce qui suit, par Noble Turretin, Premier Secrétaire d'Etat, du Commandement des Seigneurs Sindics.

MESSEIGNEURS du Petit & Grand Conseil, aiant fait lecture le Lundi cinquième de ce Mois, du Règlement arrêté & convenu entre le Tres Illustre & Tres Excellent Seigneur COMTE DE LAUTREC, *Lieutenant General pour SA MAJESTE', en la Province de Guyenne, Maréchal de ses Camps & Armées, Inspecteur General de son Infanterie*, & les Illustres & Magnifiques Seigneurs JEAN HOFFMEISTER *Bourguemaître*, JEAN GASPARD ESCHER *Stadthalter*, Représentans du Louable Canton de ZURICH, & les Illustres & Magnifiques Seigneurs ISAAC STEIGUER *Advoyer*, & LOUIS DE WATTEVILLE, *Haut Commandant du*  
 Pais



*Pais de Vaud, Ancien Banderet*, Représentans du Louable Canton de B E R N E, Seigneurs Médiateurs, lequel fut remis à Monsieur le Premier Syndic le Samedi troisiéme de ce Mois, pour être communiqué aux Magnifiques Petit, & Grand Conseil, & ensuite être porté à cette Souveraine Assemblée, l'ont unanimement accepté, avec les sentimens de la plus vive & de la plus respectueuse Reconnoissance, comme étant tres propre à ramener au milieu de nous, la paix & la tranquillité d'une maniere solide & durable, & à y faire renaître une confiance reciproque, & ils ont estimé qu'il y avoit lieu de proposer à ce Magnifique & Souverain Conseil, de statuer que tous les Articles qui le composent, devront être inserés dans nos Edits, pour nous servir dès aujourd'hui de Loi fondamentale & perpétuelle, & être exécutés dans tout leur contenu.

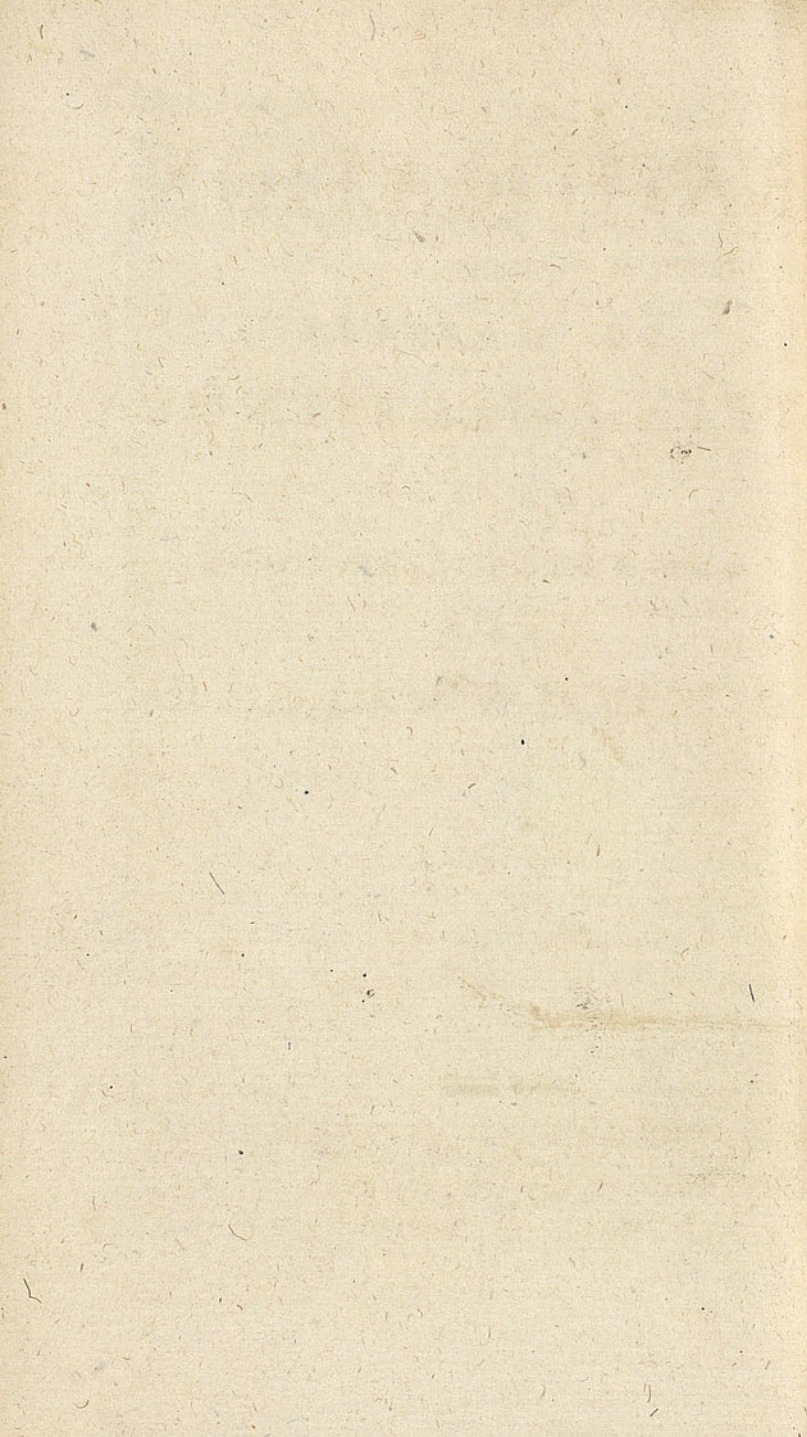
Pour cet effet, Magnifiques Tres Honorés & Souverains Seigneurs, Mes dits Seigneurs les Syndics Petit, & Grand Conseil, ont trouvé bon de le proposer à ce Magnifique & Souverain Conseil, pour savoir s'il l'approuve, & y donne son consentement.

Cette Lecture finie, chaque Citoyen & Bourgeois aiant donné son suffrage entre les mains des quatre Secretaires *ad actum* nommés pour les recueillir, sur l'Aprobation ou Rejection de cette proposition; l'Avis de  
Messei-

Messeigneurs a été approuvé presque unanimement ; Ce qui devra être inferé dans nos Edits pour nous servir de Loi fondamentale & perpétuelle , & cette résolution a été à l'instant publiée.

TURRETTIN.





# RATIFICATION

DE

SA MAJESTE'

TRES CHRETIENNE

ET DES

LOUABLES CANTONS

DE

ZURICH & de BERNE.



LOUIS PAR LA GRACE DE  
DIEU, ROY DE FRANCE ET  
DE NAVARRE, A tous ceux qui ces pre-  
sentes

\*



sentes lettres verront , SALUT : Comme  
 Nôtre Cher & bien Amé, le Sieur COMTE  
 DE LAUTREC, Nôtre Lieutenant General,  
 dans nôtre Province de Guyenne , Maré-  
 chal de nos Camps & Armées , & Inspe-  
 cteur General de nôtre Infanterie ; Auroit  
 en vertu des Pleins-pouvoirs que Nous lui  
 en avons donnés, & sous Nôtre garantie,  
 signé & arrêté un Règlement à *Geneve* le  
 7. Avril dernier , conjointement avec les  
 Sieurs Représentans des Louïables Cantons  
 de ZURICH & de BERNE , pareillement  
 munis de Pleins-pouvoirs , Lesquels en  
 ont aussi donné leur garantie au Nom des  
 dits Cantons , A l'effet de procurer une  
 entiere pacification des troubles dont la  
 République de *Geneve* étoit agitée , ce qui  
 a été suivi de l'acceptation des Petit &  
 Grand Conseils , & Souverain Conseil de  
 la ditte République , duquel Règlement  
 & Acte de Garantie , ainsi que de l'ac-  
 ceptation des dits Conseils , la teneur  
 s'ensuit.

*Ici est inseré tout au long le Règlement de la  
 Médiation.*

**N**OUS aiant agréables le susdit Règlement & Acte de Garantie , Avons icelui accepté , ratifié & confirmé , & par ces presentes signées de Nôtre main , acceptons , ratifions & confirmons , promettant en foi & parole de ROI d'en maintenir exactement l'exécution selon sa forme & teneur & dans tous les points y contenus. En témoin de quoi nous avons fait mettre Nôtre Seel à ces presentes. *Donné* à Versailles le Vint-deuxieme jour de May , l'An de grace Mille sept cent trente huit , & de Nôtre Règne le Vint-troisième.

**LOUIS.**

Par le Roy

**AMELOT.**

**ii**

*Ratification*



## *Ratification du Loiiable Canton* *de ZURICH.*

Wir Burgermeister Klein und Grosse Râht der Statt Zurich urkunden hiermit öffentlich / daß wir in Unserer Grossen Râhts versammlung in genaue betrachtung genommen / diejenige Mediations-Articul / welche Ihr Excellenz der Hochwolgebohrne Herr Graff von Lautrec / Ihro Königl. Mayst. von Frankreich Ludovici XV. Lieutenant General in der Provinz Guienne, Marechal de ses Camps & Armées, Inspecteur General de l'Infanterie, und dero zu diesem Geschäft bevollmächtigter Minister / und dann die Hochgeachten / Wol Edlen / Gestrengen / Frommen / Vornehmen / vorsichtigen und Weisen / Herr Joannes Hoffmeister / Burgermeister / und Herr Johann Caspar Escher Statthalter / als Unsere hierzu bevollmächtigte Fürgeliebte Mit-Râht und Ehren Gesandte / desgleichen die Hochgeachten / Wol Edlen / Gestrengen / Frommen / Vornehmen / Vorsichtigen und Weisen Herr Isaac Steiger / alt Schultheiß und Herr Ludwig von Wattenweil alt Benner / und Ober Commandanten Welscher Landen / als Löbl. Stands Bern zu gleichen Geschäft bevollmächtigte / miteinander den 7. Aprilis dieses 1738. Jahrs zu Genff geschlossen und aufgerichtet / auch von Hochgedachten Herren Bevollmächtigten allseits unterschrieben und mit Ihren Pittschafften bekräftiget ist / und weiln wir in reiffer berathschlagung gefunden / daß dieses Mediations-Instrument derjenigen guten Intention / welche wir für die herstellung der Ruh und der bevestigung heilsammer Ordnungen in der Uns verbündeten Stadt Genff gehabt / völlig entspricht / Selbiges auch

von



von Klein und Großen Räthen und dem Confeil General zu einem beständigen gefaß angenommen worden ist / mithin wir verhoffen können / diese getreue beobachtung werde verschaffen / daß die alldasige Regierung für das künftige in guter Ordnung und erforderlichem Ansehen werde geführt / Zumahlen eine vertrauliche Einigkeit unter gesambt Lobl. Burgerschaft beybehalten werden können ; So heißen wir hiemit bedeutetes Mediations-Instrument und desselben ganzen einhalt gut / ratificiren solches auf die beste form und weiß und versprechen / daß das / was in dem Acte de Garantie enthalten / im faß / welchen der gnädige Gott abwende / werde von Uns treulich beobachtet werden / Und dessen zu zeugnuß haben wir gegenwärtig Unsere Ratification mit Unserer Stadt Zürich Secret Insigel bekräftiget / Montags den 19. Maii von der Gnadenreichen Geburt Christi Unsers Erlösers gezellet / Eintausent / Sibenhundert / Drensig und Acht Jahr.

( L. S. )

Heinrich Escher.

Stattschreiber.



*Traduction de la Ratification*  
*du Loüable Canton de*  
 ZURICH.

**N**OUS LE BOURGUEMAITRE,  
 PETIT & GRAND CONSEIL DE  
 LA VILLE DE ZURICH, Faisons savoir  
 par ces présentes. Que aians bien con-  
 sideré les Articles de la Médiation, lesquels  
 le tres Illustre & tres Excellent Seigneur  
*Comte de Lautrec*, Lieutenant General de  
 SA MAJESTÉ' le ROI LOUIS XV. en  
 la Province de Guyenne, Maréchal de ses  
 Camps & Armées, Inspecteur General de  
 son Infanterie, & son Ministre Plénipoten-  
 tiaire à cet effet, & les Illustres & Magni-  
 fiques Seigneurs *Jean Hoffmeister*, Bourgue-  
 maitre, *Jean Gaspard Escher*, Stathalter,  
 Membres de nôtre Conseil, & munis de nos  
 Pouvoirs, ainsi que les Illustres & Magnifi-  
 ques Seigneurs *Isaac Steiguer*, Ancien Ad-  
 voyer, & *Louis de Watteville*, Ancien Ban-  
 deret & Haut Commandant du Pais de Vaud,  
 Plénipotentiaires du Loüable Canton de  
 BERNE, ont réglés & arrêtés à Geneve le  
 7. Avril 1738. les ont signés & y apôsé le  
 Sceau de leurs Armes.

Et puis que Nous avons trouvé que tous  
 les

les Articles de la ditte Médiation répondent parfaitement à la bonne intention que nous avons pour le rétablissement de la Paix , & l'affermissement du bon ordre dans la République de *Geneve* nôtre Alliée , lesquels aussi étans acceptés du Petit & Grand Conseil , & du Conseil General , pour leur servir à l'avenir de Loix , de sorte qu'il y a lieu d'espérer que l'observation exacte d'iceux , rendra le Gouvernement pour toujours respectable , & fera régner parmi tous les Ordres de l'Etat , l'union & la concorde.

Ainsi nous approuvons la ditte Médiation dans toute sa teneur , & la ratifions , promettans d'observer au cas avenant , (que Dieu preserve , ) exactement le contenu del'Acte de Garantie.

En foy de quoi , Nous avons fait aposer le Sceau de nôtre Ville à la presente Ratification ; *Ce 19. May 1738.*

( L. S. )

*Signé* HENRI ESCHER  
Secrétaire d'Etat.



## Ratification du Louable Canton de B E R N E.

Wir Statthalter Klein und Groß Râth der Statt Bern / Urkunden hiemit öffentlich ; Daß wir in unser Grossen Raths - Versammlung in genaue Betrachtung genommen / diejenige Mediations - Articul / Welche Ihr Excellenz der Hochwolgeborene Herr Graaf Von Laurec , Lieutenant General en la Province de Guyenne , Marechal de Camps & Armées , & Inspecteur General de l'Infanterie , als von Ihro Königl. Mayestät von Frankreich LUDOVICO dem XV. hierzu bevollmächtigter Minister ; Und dan die Hochgeachten / Herr Johannes Hoffmeister / Burgermeister / und Herr Hans Caspar Escher / Statthalter / als von Unseren V. L. A. E. Löbl. Stands Zürich hierzu bevollmächtigte ; Neben denen Hochgeachten Herr Isaac Steiger / Schultheissen / und Herren Ludwig von Wattenwyl / Alt Benner und Ober Commendant Unserer Weltlichen Landen / als Unseren zu gleichem Geschafft bevollmächtigten / mit einander geschlossen und ausgerichtet zu Genff den sibenden Aprilis 1738. auch von Hochgedacht den Herren Bevollmächtigten allerselts unterschrieben und mit Ihren Pittschafften bekräftiget ist.

Weilen wir nun in reiffer Berathschlagung befunden / daß diewers Mediations - Instrument entspricht der guten Intention / welche wir vor die herstellung der Ruhe / und die Bevestigung heilsamer Ordnungen in der uns verbünderten Löbl. Statt Genff gehabt / auch diewers ganze Mediations - Instrument von Klein und Groß Râthen und dem Conseil General dassetzt gut geheissen / und zu einem beständigen Gesack ist

ist angenommen worden / mithin wir verhoffen können / dessen getreue Beobachtung werde verschaffen / daß die alldasige Regierung für das künftige in guter Ordnung und erforderlichem Ansehen werde geführt / zumahlen eine vertrauliche Einigkeit unter gesamt Loblicher Bürgerschaft beybehalten werden können.

So heissend wir hiemit bedeuertes Mediations - Instrument und desselben gantzen Inhalt gut / Ratificierend solchen auf die beste form - und weis / und versprechend / daß das / was in dem Acte de Garantie enthalten / in zutragendem Zahl ( : welchen der Gnädige Gott abwende : ) von Uns treulich werde beobachtet werden.

In Krafft dessen gegenwärtiges Ratifications - Instrument Wir mit Unser Stadt Secret Insigel verwahren / und durch Unseren Geliebten Statt Schreiber unterschreiben lassen ; So beschehen den 12. May 1738.

( L. S. )

Samuel Mutach.

Stattschreiber.

Traduction



*Traduction de la Ratification*  
*du Louable Canton de*  
 B E R N E.

**N**OUS LE LIEUTENANT D'ADVOYER,  
 PETIT ET GRAND CONSEIL  
 DE LA VILLE ET REPUBLIQUE DE  
 B E R N E; Savoir faisons. Qu'aïans pris en  
 mûre délibération dans nôtre Grand Con-  
 seil, tous les Articles de la Médiation qui  
 ont été réglés & arrêtés à Geneve le 7. Avril  
 1738. & signés par [ Tit. ] Seigneurs Mé-  
 diateurs, & munis de leurs Sceaux; Sa-  
 voir, de la part de SA MAJESTE' TRES  
 CHRETIENNE, par son Ministre Pléni-  
 potentiaire le [ Tit. ] Seigneur *Comte de*  
*Lautrec*, son Lieutenant General en la Pro-  
 vince de Guyenne, Maréchal de ses Camps  
 & Armées, Inspecteur General de son In-  
 fanterie. Et de la part du Louable Canton  
 de ZURICH, par les [ Tit. ] Seigneurs Re-  
 présentans *Jean Hoffmeister*, Bourguemaitre,  
 & *Jean Gaspard Escher* Stathalter, conjoin-  
 tement avec nos tres Chers & bien Aimés  
 Représentans, les [ Tit. ] Seigneurs *Isaac*  
*Steiguer*, Advoyer, & *Louis De Watteville*,  
 Ancien Banderet, & Haut Commandant du  
 Pais de Vaud, chargés aussi de Nôtre part  
 des Pleins-pouvoirs aux mêmes fins; Nous  
 avons

avons trouvé que les dits Articles de la Médiation, répondoient parfaitement à la bonne intention que nous avons eue, pour le retour de la tranquillité, & l'affermissement des Edits & Ordonnances salutaires dans la République de *Geneve*, nos chers Alliés & Confédérés, lequel ouvrage de la Médiation fut aussi approuvé & accepté par le Petit & Grand Conseil, ainsi que par le Conseil General de la dite République de *Geneve*, & reçu à perpétuité pour Loix fondamentales. De sorte que nous pouvons espérer, qu'une exacte observation des Loix, donnera à l'avenir au Gouvernement la force & l'autorité nécessaire, & affermira le bon ordre & l'étroite union entre tous les Corps de l'Etat. En conséquence de quoi, Nous avons approuvé & ratifié le dit ouvrage de la Médiation, aprouvons & ratifions le formellement dans toute sa teneur, promettans au cas avenant ( que Dieu daigne éviter ) d'observer & accomplir fidèlement le contenu dans l'Acte de la Garantie.

En vertu des presentes Nous y avons fait apposer le Grand Sceau de nôtre Ville, & signé par nôtre bien aimé Chancelier.

*A Berne ce 12. May 1738.*

( L. S. )

Signé SAMUEL MOUTACH  
Chancelier.



## A C T E

*d'Echange des Ratifications.*

**N**OUS Souffignés Ministre de S A MAJESTE' TRES CHRETIENNE, & les Représentans des Louïables Cantons de ZURICH & de BERNE, Médiateurs à l'effet de la Pacification des Troubles de *Geneve* : Déclarons avoir fait les échanges reciproques de trois Actes de Ratifications du Règlement de la Médiation, arrêté entre Nous le sept Avril dernier, & accepté en Conseil General le 8. Mai suivant, ayant remis en même temps chacun un des dits Actes au Magnifique Conseil de la République de *Geneve* ; les trois Actes de Ratification du ROI, étans en parchemin bien & dûement scellés, le sceau en cire jaune sur lacs tressés d'or & de foye violet, enfermé dans une boëte d'argent sur laquelle sont gravées les Armes de France & de Navarre, & dessous est le Chiffre de S A MAJESTE'. Et ceux des Louïables Cantons de ZURICH & de BERNE, aussi au nombre de trois sur papier, scellés du Sceau des susdits Cantons. Duquel échange Nous avons dressé le present Acte  
dont

dont il a été fait quatre Copies, pour servir  
& valoir en ce que de raison; *Fait à Geneve*  
*ce treize Juin Mille sept cent trente huit.*

*Signé* LAUTREC.

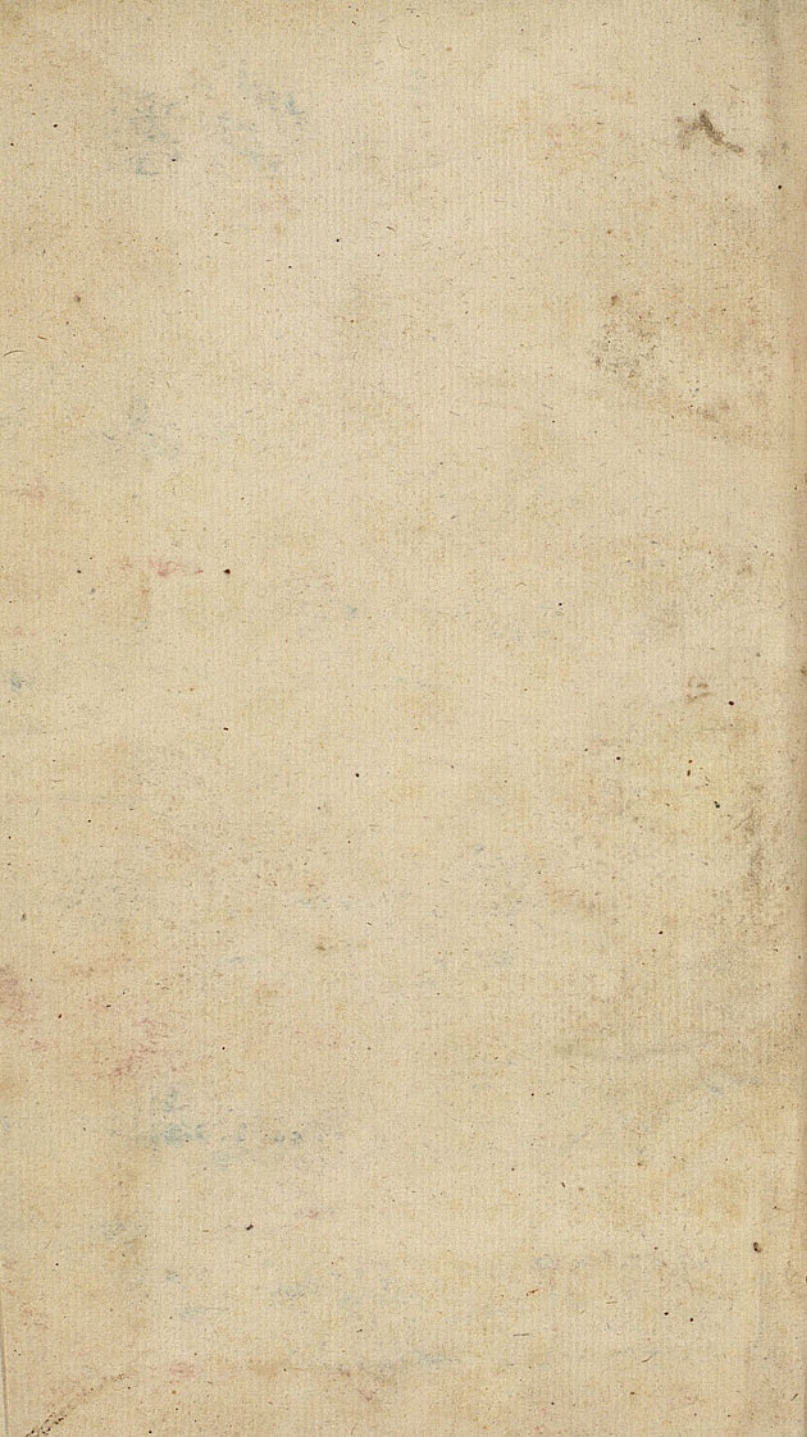
JEAN HOFFMEISTER.

J. C. ESCHER.

IS. STEIGUER.

L. DE WATTEVILLE.





297/85

UNIVERSIDAD DE SEVILLA



600710367

1 27983018  
1 27983304  
1 27983729  
1 27984035





297



85